

PRESIDENTIELLE

Valls sous le feu dans un débat débridé

Les sept candidats à la primaire à gauche se sont à nouveau affrontés hier soir. Le ton est monté d'un cran lors de ce deuxième rendez-vous, surtout sur le thème de l'immigration. Et cette fois Manuel Valls a répliqué aux attaques de Peillon, Hamon et Montebourg.

Pascal Jalabert

Peut-être, après avoir suivi jeudi devant sa télévision un premier acte de bonne tenue mais qui manquait de souffle et d'esprit combatif, le Président Hollande craignait de s'endormir devant l'acte 2 des débats de la primaire. Ou alors « son » candidat à la présidentielle ne figure pas parmi les sept alignés hier soir derrière les pupitres rouges des chaînes d'information en continu BFM et iTélé. En tout cas, François Hollande assistait à une pièce de théâtre des « Bouffes parisiens » avec le très consensuel Michel Drucker à l'heure de ce second rendez-vous autrement plus animé que le précédent.

Électrique sur l'immigration

Au point que poser la question « soutiendrez-vous le vainqueur de la primaire ? » n'était pas si superflu. Tous ont répondu oui. Le début du débat ne rendait pas la chose évidente à part sur la défense européenne, rare sujet de consensus avec la laïcité. La bataille est venue sur le terrain de l'immigration et de l'accueil des réfugiés quand Benoît Hamon puis Vincent Peillon ont souligné « leur désaccord profond » avec la politique menée par le gouvernement Valls.

« Nous avons été parmi les moins volontaires pour faire face à la détresse des réfugiés », a très vite attaqué Benoît Hamon qui propose un visa humanitaire. Vincent Peillon, pas en reste, ajoutait : « J'ai le sentiment que les Français étaient plus généreux que leurs dirigeants. Nous avions promis l'accueil de 30 000 réfugiés ce qui était peu, nous en sommes loin avec 5000 ».

« L'accueil illimité, ça n'est pas possible », a répliqué Manuel Valls, « non seulement je l'assume mais je pense que la France a eu raison de mener cette politique, l'histoire nous a donné raison ». Sur ce sujet, la tournure du débat a conduit plusieurs fois Manuel Valls à défendre le bilan du quinquennat écoulé et même à hausser le ton. « J'en ai assez que l'on remette en cause la France », « Critiquer une politique, ce n'est pas s'en prendre à la France », a rétorqué du tac au tac Vincent Peillon renvoyant dos à dos « celui qui a théorisé les deux gauches irréconciliables (Valls) et ceux qui ont cassé des fenêtres (Hamon, Montebourg) ».

Valls défend son bilan

Sans nommer Manuel Valls, Arnaud Montebourg a critiqué « un



De gauche à droite, François de Rugy, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Jean-Luc Bannhamias, Vincent Peillon, Manuel Valls et Sylvia Pinel.

pouvoir trop faible avec les puissants et parfois trop dur avec les faibles ».

Du coup, ce ton débridé encouragé par les animateurs a davantage mis en lumière les divergences sur les questions de déficit, d'immigration, de société, d'écologie et les fractures sur l'économie et le social pourtant bien visibles lors du premier débat. Exemple : sur le cannabis, les partisans de la légalisation (Pinel, Bannhamias, Ha-

mon) se sont opposés encore à Manuel Valls et Arnaud Montebourg (« C'est un produit nocif »), Peillon et de Rugy faisant confiance aux experts et aux citoyens pour trancher.

Sur le nucléaire, Montebourg, Valls et Pinel gardent le mix énergétique quand de Rugy, Peillon, Hamon, Bannhamias veulent baisser la part au minimum. Sur les déficits, Valls, Pinel, Peillon, de Rugy estiment nécessaire de les

limiter à 3 % du PIB, Montebourg et surtout Hamon n'en font pas un critère.

À la fin, les candidats se sont félicités de leurs échanges, « beaucoup plus vivants et approfondis que lors du précédent débat », a conclu Vincent Peillon.

Le vainqueur sera soutenu par les six autres le 29 janvier, promettant-ils. Mais ce sera au prix de renoncements pour les vaincus.

Verbatim

Jean-Luc Bannhamias : « Il m'est arrivé de fumer du cannabis... 40 ans d'hypocrisie ! Des milliers de personnes, dans les stades ou les festivals, fument. »

Benoît Hamon : « Il faut un candidat capable de rassembler non pas sur sa personne mais sur des thèmes essentiels. Il faut une gauche totale face à une droite totale. »

Arnaud Montebourg : « On a besoin du nucléaire pour réduire progressivement notre addiction au carbone. »

Vincent Peillon : « Je considère que nous devons transmettre ce qu'est la laïcité. Certaines élites françaises sont totalement ignorantes et préparent des guerres civiles. »

Sylvia Pinel : « Le fait qu'on impose à des jeunes filles le port du voile n'est pas acceptable au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes. »

François de Rugy : « Je fais le choix de rémunérer davantage les professeurs pour les inciter à expérimenter et créer de nouveaux projets au sein de leurs établissements. »

Manuel Valls : « Dans ce monde incertain, j'ai l'expérience pour faire face aux grands défis de la planète, pour faire face aux dirigeants de ce monde. »

POLITIQUE

Dialogue de sourds entre France insoumise et le Parti communiste



Le courant ne passe plus très bien entre Mélenchon et le Parti communiste. AFP

Différences stratégiques, « vieilles méthodes », « attitude rigide » : la préparation des législatives coince entre le Parti communiste et la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, alliés à la présidentielle, au risque de les voir s'affronter dans certaines circonscriptions. Le PCF a pourtant décidé il y a maintenant plus de six semaines de soutenir Mélenchon, en faisant une campagne autonome, sur son propre programme.

Mais pour les législatives, ça grince : les communistes sont furieux de constater que des candidats de la France insoumise se présentent face à eux dans des bastions traditionnels, comme la circonscription d'André Chassaigne, chef de file des députés Front de gauche.

Des candidats de Mélenchon face à des députés communistes

Le porte-parole de Mélenchon Alexis Corbière est lui annoncé à Montreuil, circonscription perdue en 2012 mais « gagnable » selon le PCF. « Face à des députés communistes sortant qui appellent à voter Jean-Luc Mélenchon, on ne voit pas pourquoi il y aurait un candidat de la France insoumise [...] Ou alors, il faut accuser

tous ensemble de se tirer une balle dans le pied ! », a réagi le patron des communistes, Pierre Laurent.

Au cœur de la discorde notamment, la « charte du candidat », imposée par le mouvement de Mélenchon, est censée garantir l'identification graphique - avec un « label » France insoumise obligatoire - et le rattachement financier à la FI. L'objectif est d'aboutir à un décompte national unique des voix, contrairement à ce qui a pu arriver aux dernières élections intermédiaires. Mais au-delà, la charte impose aussi par exemple la « discipline de vote » au sein du futur groupe parlementaire. « Nous ne signerons pas cette charte », a répété plusieurs fois Pierre Laurent, refusant toute « logique de fusion ».

Deux visions parallèles s'opposent entre les parties, Jean-Luc Mélenchon ayant toujours estimé que l'échec du Front de gauche après 2012 était le fait de sa structure en « cartel de partis ».

Mais l'espoir d'arriver à trouver un terrain d'entente n'est pas encore illusoire. Au niveau national, les deux organisations ne se sont toujours pas rencontrées pour discuter des législatives. Il est question d'une rencontre en janvier mais rien n'est fixé.

INTEMPÉRIES

Le grand froid revient cette semaine

Le coup de froid qui va submerger la quasi-totalité de la France à partir de demain et durant plusieurs jours n'est pas exceptionnel. Le gouvernement a néanmoins mis en place un système d'alerte.

Un coup de froid est attendu cette semaine sur la quasi-totalité de la France. Les températures seront inférieures en moyenne de « quatre à huit degrés » aux normales saisonnières, selon Météo France, qui ne s'attend toutefois pas à des records de froid. « On n'est pas dans des températures exceptionnelles », souligne Patrick Galois, prévisionniste à Météo France. « On peut parler de vague de froid d'intensité modérée, d'un bon coup de froid ».

Rien à voir avec les « vagues de froid historiques comme celles de février 1956 ou de janvier 1985 », explique-t-il. En 1985, par exemple, la température avait plongé à « -19 à Toulouse, la Garonne était prise par la glace ». Le coup de froid attendu, qui survient après une forte tempête hivernale, ne devrait pas non plus avoir la même intensité que la dernière vague de froid notable, en 2012, selon Météo France. C'est cependant la première fois depuis cette date que le pays connaîtra « un froid aussi généralisé et peut-être durable », précise Emmanuel Demail, également prévisionniste à Météo France.



Selon Météo France, ce froid glacial et sec devrait durer toute la semaine, voire se poursuivre au-delà. Photo AFP

Les températures vont chuter dès aujourd'hui, et surtout demain. Elles seront parfois fortement négatives la nuit et vont éventuellement rester toute la journée.

Avec le vent, un ressenti de -20°C

« Il fera froid un peu partout, mais le froid sera plus prégnant dans l'est et le centre que vers l'Atlanti-

que », précise M. Galois. Le thermomètre devrait dégringoler jusqu'à -9 ou -10 à Strasbourg, -11 à Mulhouse, -10 à Dijon, -6 à Toulouse, -4 à Marseille. Dans le nord-est, une température de -10 conjuguée à une bise de 50 km/h, « donnera lieu à un ressenti de -20 environ ».

La faute à un anticyclone qui fait descendre de l'air froid du nord-est de l'Europe vers la France.

Face à cette offensive du froid, le gouvernement a mis en place samedi un « pilotage national quotidien » pour anticiper au mieux les besoins. Le Premier ministre Bernard Cazeneuve a appelé les collectivités locales et les associations à mettre à disposition des gymnases, des salles communales, des accueils de jour, pour les sans-abris.

La ministre de la Santé Marisol Touraine a appelé dès vendredi à « une vigilance accrue », notamment pour prévenir les intoxications au monoxyde de carbone, les chutes dues à la neige, les conséquences sanitaires liées au froid.

Bien que le froid risque d'entraîner une hausse de la consommation d'électricité, « il n'y a pas de coupures programmées », a indiqué le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, RTE. Il pourrait cependant être contraint de déclencher dès demain des mesures exceptionnelles. La première serait « une alerte » diffusée « la veille pour le lendemain », encourageant les consommateurs à réduire leur consommation pendant les heures de pointe.

ACCIDENT

La voiture dérape, ils meurent dans l'eau glaciale

L'épisode de froid en France a fait de nouvelles victimes. Hier matin, un couple de personnes âgées a trouvé la mort après la chute de sa voiture dans un cours d'eau glacial, au Noës (Loire). L'alerte a été donnée par un témoin, qui avait remarqué la présence d'une voiture dans un bras de rivière se jetant dans le barrage du Rouchain, à l'ouest de Roanne. Les victimes, un homme, âgé de 80 ans, et son épouse de 75 ans, tous deux origi-

naires de la région, ont été dégageés de l'épave et remontés sur la berge par un groupe de pompiers spécialisés dans l'intervention en milieu périlleux (Grimp) et des plongeurs. Inconscients et en hypothermie, ils ont été transportés en état d'urgence absolue à l'hôpital de Roanne, où leur décès a été constaté.

Le procureur de la République de Roanne a indiqué que l'accident

était lié aux conditions climatiques. La voiture a en effet dérapé à cause de la neige. Le véhicule aurait quitté la RD47 qui surplombe le cours d'eau. Les causes exactes du décès du couple n'ont pas été précisées.

Hier à la mi-journée, le groupe de gendarmerie de la Loire indiquait déplorer de « nombreux accidents matériels » de circulation liés à la neige et au verglas.



L'alerte a été donnée par un témoin, qui a remarqué la présence d'une voiture dans un bras de rivière. Photo RQR/Le Progrès